

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 21/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LELY ENVIRONNEMENT

135 Rue Vaucanson
38340 Voreppe

Références : 2023-Is058T4
Code AIOT : 0006103167

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2023 dans l'établissement LELY ENVIRONNEMENT implanté lieu-dit L'Echaillon 38210 Saint-Quentin-sur-Isère. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée de manière inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LELY ENVIRONNEMENT
- lieu-dit L'Echaillon 38210 Saint-Quentin-sur-Isère
- Code AIOT : 0006103167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LELY ENVIRONNEMENT exploite sur la commune de Saint-Quentin-sur-Isère un centre de

stockage de déchets non dangereux. Le site compte également une plateforme mâchefers, une plateforme de compostage et une plateforme de bois ainsi qu'un centre de tri mis en activité en 2023.

Les activités sont régies par plusieurs arrêtés préfectoraux dont l'arrêté préfectoral d'autorisation (AP) n° DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017, et les arrêtés préfectoraux complémentaires (APC) n° DDPP-IC-2019-04-17 du 17 avril 2019 (agrandissement de la plateforme bois) et n° DDPP-DREAL UD38-2023-02-17 du 16 février 2023 (centre de tri).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- retour sur les constats faits lors de l'inspection de 2022,
- plaintes bruits et poussières,
- mise en service du centre de tri.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	procédure d'acceptation préalable	Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 8.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Contrôle de l'entrée en décharge : déchets admissibles	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Envois des déchets durant le transport	Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article Chapitre 2.8	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Procédure d'admission des déchets sur site	Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 8.6.1 des prescriptions annexées	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	contrôle des déchets entrants	AP Complémentaire du 16/02/2023, article 7.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Plainte récurrente	Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 6.1.1	/	Sans objet
4	Envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 3.1.3 des prescriptions annexées	/	Sans objet
8	Conditions de stockage	AP Complémentaire du 16/02/2023, article 7.3	/	Sans objet
9	Moyens d'extinction	AP Complémentaire du 16/02/2023, article 7.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection portait sur le centre de tri, faisant ainsi suite au dossier de demande de modification instruit en 2022 par la DREAL et conduisant le préfet à encadrer cette nouvelle activité. Une deuxième partie de l'inspection consistait à conduire la visite de manière inopinée afin de contrôler les conditions d'admissions des déchets dans le centre de stockage. Comme indiqué dans le constat n°5, une pratique de certains chauffeurs Lely consiste à éviter le contrôle systématique lors de l'arrivée sur site, ils indiquent le réaliser plus tard dans la journée. L'exploitant devra s'assurer que cette pratique ne soit plus réalisable. Cela pose en effet des questions sur la traçabilité des déchets, sur la possibilité d'organiser des trafics (des bennes non enregistrées pouvant circuler librement sur le site) et sur l'efficacité du contrôle en entrée de site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 8.5
Thème(s) : Risques chroniques, procédure d'acceptation préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/08/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Pour tous les déchets soumis à la procédure d'acceptation préalable, l'exploitant précise lors de la délivrance du certificat la liste des critères d'admission retenus parmi les paramètres pertinents définis au point 1 d de l'annexe 6. Le certificat d'acceptation préalable est soumis aux mêmes règles de délivrance, de refus, de validité, de conservation et d'information de l'inspection des installations classées que l'information préalable à l'admission des déchets.</p>
Constats : Le rapport de l'inspection de 2022 indiquait : <i>"Selon le type de déchets, la caractérisation de base comprend des analyses réalisées en laboratoire sur des paramètres variés : métaux, indice phénols, fluorures, etc. Les valeurs limites conditionnant l'acceptation du déchet en centre de stockage sont déterminées par l'exploitant de l'ISDND. Le certificat d'acceptation préalable fourni par l'exploitant au producteur de déchets ne comprend pas ces valeurs limites. La DREAL considère que l'absence de cette information représente une non conformité vis-à-vis de la prescription : Pour tous les déchets soumis à la procédure d'acceptation préalable, l'exploitant précise lors de la délivrance du certificat la liste des critères d'admission retenus parmi les paramètres pertinents définis au point 1 d de l'annexe 6."</i> L'exploitant a indiqué transmettre les valeurs limites conditionnant l'acceptation des déchets en centre de stockage sur demande de ses clients. La DREAL considère que ceci n'est pas conforme à la prescription qui demande que soient transmis de manière systématique en parallèle du certificat d'acceptation préalable les critères d'admission des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Contrôle de l'entrée en décharge : déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'entrée en décharge : déchets admissibles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/08/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : Les déchets suivants ne sont pas autorisés à être stockés dans une installation de stockage de déchets non dangereux : - les déchets valorisables listés à l'article R. 541-48-3 du même code et destinés à être éliminés dans l'installation ; - les déchets dont le producteur n'a pas justifié, conformément à l'article R. 541-48-4 du même code, du respect des obligations de tri qui s'imposent à lui en application des articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1, L. 541-21-2-2 du même code et de leurs modalités d'application ; - les déchets ménagers et assimilés pour lesquels la collectivité locale en charge de la collecte n'a pas justifiée, conformément à l'article R. 541-48-4 du même code, du respect des obligations de collecte séparée prévues par l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales.
Constats : Le rapport de l'inspection de 2022 indiquait : <i>"L'organisation actuelle répond en partie à la prescription : Concernant le nouvel article R541-48-3 du code de l'environnement applicable depuis janvier 2022, le chargement de bennes comprenant une certaine quantité de déchets valorisables vers une élimination en centre de stockage est interdite. L'exploitant indique exploiter depuis près de 3 ans une plateforme de pré-tri sur le centre de Saint Quentin dont l'objectif est de pouvoir retirer la part de déchets valorisables d'un chargement détecté par le contrôle visuel appliqué par Lely à l'entrée sur le site ou lors de la récupération chez le producteur par un camion Lely. Quant à l'article R541-48-4 du code de l'environnement applicable depuis janvier 2022, il prévoit que les producteurs de déchets attestent sur l'honneur annuellement de : "1° La liste de leurs obligations de tri ; 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées." Actuellement, les producteurs sont tenus au renseignement annuel d'une fiche d'information préalable (FIP), comprenant notamment les informations relatives au caractère ultime du déchet au sens de l'article L541-1 du code de l'environnement, sans pour autant fournir les informations demandées plus haut. Ces éléments ont été intégrés à une version projet de la fiche d'information préalable, dont le déploiement est prévu en 2023. La DREAL note qu'actuellement l'organisation du site ne permet pas de répondre totalement aux récentes évolutions réglementaires mais que pour autant l'organisation en place permet de n'enfouir que des déchets ultimes."</i> Il a été demandé à l'issue de l'inspection inopinée du 4 juillet 2023 de fournir sous 7 jours les modèles de FIP 2023 pour vérifier qu'ils prenaient en compte la prescription, ainsi que les FIP concernant les sociétés Excoffier Marignier et Excoffier Sallanches, clients identifiés par l'exploitant comme envoyant des lots de déchets contenant systématiquement une part importante de valorisable, et dont les camions sont systématiquement redirigés vers la plateforme de tri. Aucun envoi n'ayant été fait à ce jour, il est demandé à l'exploitant de les transmettre sous un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Plainte récurrente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 6.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.
Constats : Des plaintes sont régulièrement émises à l'encontre des installations Lely et notamment concernant le bruit émis par la balayeuses qui nettoie le site les mardis et vendredis. L'inspection s'est déroulée en inopinée un mardi matin afin de pouvoir constater le bruit généré par la balayeuse. Le ressenti de l'inspectrice sur place sur une période limitée (quelques heures) n'a pas permis de mettre en lumière un bruit anormalement élevé. Il a été demandé à l'exploitant de réaliser le contrôle acoustique 2023 (un contrôle doit être fait tous les trois ans, le dernier date de 2020) en période de fonctionnement de la balayeuse. L'exploitant a indiqué pour que limiter la gêne des riverains, la période d'activité de la balayeuse a été réduite sur des plages horaires moins matinales : 9h30-12 et 13h-16h environ.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 3.1.3 des prescriptions annexées
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> * les voies de circulation, aires de stationnement des véhicules, aires de déchargement et de chargement des produits ou déchets sont aménagées (forme de pente, revêtement...) et nettoyées convenablement et régulièrement, * les pistes et voies non bitumées sont arrosées en tant que de besoin, et notamment en période sèche, * les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt(s) de poussières ou de boues sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin, * les dépôts ou stockages au sol ou sur les terrains à l'état nu susceptibles de créer une source d'émission de poussières en période sèche notamment sont traités en conséquence, * les surfaces où cela est possible sont engazonnées, * des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant. <p>Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.</p> <p>Constats : Des plaintes récurrentes concernent les envols de poussières. L'exploitant a indiqué procéder à l'ensemble des actions pré-citées. Il s'est muni récemment d'un brumisateur pour arroser la zone de broyage sur la plateforme bois. Des améliorations vont être apportées au système (le disposer en hauteur pour abattre plus efficacement les poussières) dans les prochaines semaines. Au jour de l'inspection, aucune émission anormale de poussières n'a été constatée par l'inspectrice. Les plaintes étant régulières, il est demandé à l'exploitant de dresser la liste des installations émettrices, des actions mises en place et des axes d'amélioration possibles.</p> <p>La DREAL rappelle également que le plan de protection de l'atmosphère (PPA) de Grenoble Alpes Dauphiné adopté le 16 décembre prévoit un plan d'actions permettant d'améliorer la qualité de l'air sur 297 communes incluant celle de votre entreprise. Il agit sur la mobilité et les secteurs résidentiel et tertiaire, agricole et industriel, afin de réduire les émissions de dioxydes d'azote, de particules fines, de composés organiques volatils, d'ammoniac et dans un second temps, d'ozone. Selon les données d'Atmo Auvergne-Rhône-Alpes, le secteur industriel est responsable de 15 % des émissions de particules fines, de 27 % des dioxydes d'azote et de 39% des composés organiques volatils. Ces polluants aggravent les maladies chroniques (affections respiratoires, maladies cardiovasculaires, cancers...) et provoquent des irritations des muqueuses, des troubles cardiaques et du système nerveux, des maux de tête.</p> <p>Compte tenu de cet enjeu de santé publique majeur et de la responsabilité partagée du secteur industriel sur les émissions de polluants, le PPA prévoit des mesures pouvant impacter votre établissement. Il est disponible sur le site de la DREAL Auvergne Rhone Alpes, à ce lien :</p> <p>https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/le-plan-de-protection-de-l-atmosphere-de-l-a22941.html</p> <p>En cas de besoin, contactez le référent PPA à cette adresse : ppa-grenoble.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Envois des déchets durant le transport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article Chapitre 2.8
Thème(s) : Risques chroniques, Envois des déchets durant le transport
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les camions transportant des déchets susceptibles de s'envoler, pénétrant dans l'établissement ou sortant de l'établissement, possèdent une bâche ou tout autre moyen adapté permettant de prévenir l'envol des éléments légers. Les véhicules sont équipés de manière à ce qu'il n'y ait pas de risque de renversement ou diffusion des produits lors du transport.
Constats : Des camions Lely se dirigeant vers l'écopôle de Saint Quentin sur Isère ne disposant pas de filets sur les bennes et relarguant ainsi des déchets dans leur sillage ont été vus à plusieurs reprises sur l'autoroute A48 par des agents du service d'inspection. L'exploitant a indiqué que des filets devaient obligatoirement être posés sur les bennes lorsqu'elles étaient pleines, et que des filets à mailles plus fines étaient en cours d'achat pour contenir les matériaux plus fins. La DREAL demande à l'exploitant de mettre en place une organisation empêchant l'envol de déchets lors du transport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Procédure d'admission des déchets sur site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 8.6.1 des prescriptions annexées
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - réalise une pesée ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, et un contrôle de non-radioactivité du chargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.
<p>Constats : Lors de l'inspection, un camion Lely, identifié par la benne R1542 contenant des déchets destinés au centre de stockage, est entré sur le site sans s'arrêter pour suivre les opérations d'admission. Le chauffeur a indiqué vouloir déposer sa benne pour pouvoir repartir en chercher une autre étant en retard sur son planning. Il comptait ensuite vider les deux bennes à la suite. L'exploitant a indiqué que c'était une pratique interdite mais pour autant régulièrement pratiquée par certains chauffeurs. La DREAL rappelle que la procédure d'admission n'est pas dérogeable et que chaque benne entrant sur le site doit être contrôlée et pesée dès son arrivée afin d'assurer la traçabilité des déchets, d'éviter les trafics de déchets et de contrôler la quantité de déchets enfouie.</p> <p>La DREAL alerte également l'exploitant sur la possibilité physique d'éviter la bascule et donc les contrôles : en effet, seule l'inspectrice sur place a constaté le passage du camion, les opérateurs sur place étant occupés avec d'autres chauffeurs n'ont rien remarqué. Des actions correctives allant au-delà du rappel écrit aux chauffeurs devront être proposées. Il est évident que ceux-ci connaissent la procédure mais choisissent délibérément de ne pas la suivre. Une organisation empêchant strictement cette pratique devra être mise en place dans les meilleurs délais.</p> <p>Pour information, la traçabilité des bennes prévues au planning des chauffeurs Lely est assurée par un système de tablette : chaque chauffeur Lely en est fourni, son planning du jour y figure. Il doit ainsi valider chaque étape (récupération de la benne chez le client, enregistrement à la bascule lors de la pesée sur l'écopôle, vidange de la benne sur la plateforme appropriée) sur sa tablette. Les informations sont retranscrites directement au niveau des bureaux gérant les tournées des chauffeurs. Pour autant, des bennes non inscrites sur ce planning sont susceptibles d'être amenées sur le site et d'échapper au contrôle en entrée de site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : contrôle des déchets entrants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2023, article 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle et acceptation des déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute livraison de déchets fait l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'une vérification de l'existence d'une information préalable ou d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité ; d'un pesage des déchets sur le pont bascule dans le sens entrant, étalonné et vérifié annuellement ; d'un contrôle visuel lors de l'admission sur le site et lors du déchargement ; d'un contrôle de non-radioactivité du chargement lors de l'admission sur site ; de la délivrance d'un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. <p>En cas de non-présentation des documents, d'identification de déchets indésirables lors du contrôle visuel, ou du déclenchement du portique de radioactivité, le chargement est refusé et retourné au producteur ou dirigé vers une station de traitement approprié aux frais du producteur.</p> <p>L'exploitant tient en permanence à jour et à disposition de l'inspection des installations classées un registre des déchets entrants. Le contenu minimal des informations au registre est fixé en référence à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement.</p>
<p>Constats : L'écopôle Lely Environnement de Saint Quentin sur Isère s'est doté en 2023 d'un centre de tri des déchets. Cette nouvelle activité a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire cité en référence. Le centre de tri est en fonctionnement depuis le début de l'année, il n'est pas encore en fonctionnement maximal.</p> <p>La procédure d'admission des déchets entrants a été contrôlée lors de l'inspection : une partie importante des arrivages proviennent de la plateforme de pré-tri du centre de stockage voisin. Les camions comprenant une part importante de déchets valorisables dans leurs chargements y sont redirigés pour les séparer des déchets ultimes avant que ceux-ci ne soient enfouis. La part valorisable extraite est ensuite acheminée vers le centre de tri, Lely devenant le producteur de ces déchets. Pour les clients extérieurs, l'exploitant a indiqué que l'information préalable et le certificat d'acceptation préalable étaient en cours de mise en place et que cette exigence était pour le moment assurée par les informations mises dans les contrats. La DREAL rappelle que pour autant ces informations ne se substituent pas à la procédure d'acceptation préalable et qu'il convient de la mettre en place dans les meilleurs délais. La prescription est non conforme.</p> <p>Les chauffeurs Lely utilisent la traçabilité via la tablette, méthode identique à celle utilisée pour le centre de stockage et décrite précédemment. Le registre des déchets entrants à jour a été présenté lors de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2023, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets sont déchargés sur l'aire dédiée selon leur nature : une aire de stockage de 300 m ² pour le déchargement des déchets de chantier, la hauteur de stockage n'excédant pas 3 m ; une aire de stockage de 300 m ² pour le déchargement des déchets industriels, la hauteur de stockage n'excédant pas 3 m. Les aires de stockage des déchets triés respectent les conditions suivantes : une aire de 50 m ² dans le bâtiment B3 pour les cartons, la hauteur de stockage n'excédant pas 2 m ; une aire de stockage de 1 000 m ² dans le bâtiment B4 pour les balles de papiers, cartons et plastiques, la hauteur de stockage n'excédant pas 4,8 m. Les quantités maximales stockées sont : 400 tonnes de cartons ; 100 tonnes de papier ; 100 tonnes de plastique.
Constats : Les prescriptions ont été vues conformes le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Moyens d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2023, article 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bâtiments d'activités, le local de moto-pompe et les bureaux ont une détection incendie, reliée au poste de garde 24h/24. Le centre de tri dispose des moyens d'extinction suivants : des extincteurs, répartis dans les bâtiments d'activités ainsi que les bureaux ; une cuve de réserve incendie d'un volume de 350 m ³ alimentée par un bassin de collecte des eaux pluviales du site existant (bassin de 2 000 m ³) ; 16 robinets d'incendie armés (RIA) répartis dans les bâtiments d'activités, et 2 canons à eau (2 500 l/mn durant 15 mn) dans l'atelier de tri (alimentés par la cuve de 350 m ³) ; Pour l'intervention des services de secours : 2 réserves hors sol de 120 m ³ chacune, 1 bassin de récupération des eaux pluviales de l'installation de stockage des déchets non dangereux (volume disponible de 2 000 m ³), avec une prise de raccordement. Ces moyens permettront d'assurer les besoins d'extinction en eau de l'installation (180 m ³ /h pendant 2h.
Constats : Les prescriptions ont été vues conformes le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet